

## LISTE DES TRAVAUX

### I. Ouvrages

---

En collaboration avec les professeurs Jean-Paul Markus (parties 2 et 4 du code) et Jérôme Peigné (partie 5 du code)

**1)- Code de la santé publique (Editions Dalloz) :**

- Depuis l'édition **2013 (27<sup>e</sup> éd.)** : annotations de jurisprudence et de bibliographie des parties 2 (Santé de la famille, de la mère et de l'enfant), 3 (Lutte contre les maladies et dépendances) et 6 (Etablissements et services de santé) ;

- Depuis l'édition **2014 (28<sup>e</sup> éd.)** : outre les annotations jurisprudentielles et bibliographiques pour le code « papier », commentaire des parties 2 (Santé de la famille, de la mère et de l'enfant), 3 (Lutte contre les maladies et dépendances) et 6 (Etablissements et services de santé) du code de la santé publique. Ces commentaires n'existaient pas jusqu'à présent et figurent uniquement dans la version numérique du code (le code papier comportant déjà 3500 pages).

### II. Articles

---

#### A. Dans des ouvrages collectifs :

##### a. Mélanges

2)- *Le droit à la protection de la santé face aux exigences de maîtrise des dépenses de santé*, Mélanges en l'honneur du Professeur J.H. Soutoul, **Les Etudes Hospitalières, 2000, p. 103 à 124.**

##### b. Colloques

3)- *Le service public hospitalier français*, in Europe de la santé : entre service public et service d'intérêt économique général, Treizième ateliers de droit européen de la santé du CERDES (Centre d'Etude et de recherche en Droit européen de la Santé), Nantes, 26 et 27 janvier 1996, **Cahiers du CERDES, 1996, numéro spécial, p. 81 à 98.**

4)- *Produits de santé et vieillissement*, in La protection sociale face au vieillissement, Colloque de l'Institut de droit social et sanitaire de l'Université de Poitiers, **LGDJ 2004, p. 89 à 120.**

5)- *Les recherches biomédicales après la loi du 9 août 2004*, in La loi du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique, enjeux, réalisations, perspectives, colloque de l'Institut de droit social et sanitaire de l'Université de Poitiers, **LGDJ 2007, p. 23 à 47.**

6)- *L'obligation d'information et le consentement en droit de la santé*, communication dans le cadre du colloque « Sécurité des patients, sécurité des consommateurs : convergences et divergences » organisé par l'Institut Droit et Santé (Université Paris Descartes) et Sciences Po (Chaire Santé), le 11 juin 2008, **PUF 2009, p. 35 à 91.**

7)- *La décentralisation et la gestion du social*, in, Le nouveau pouvoir local après la loi du 16 décembre 2010, **Bulletin juridique des collectivités locales, janv. 2011, p. 43 à 52.** Article tiré de la communication effectuée le 7 octobre 2010 au colloque organisé par le Professeur François Priet sur « Le nouveau pouvoir local. Quelles compétences pour les nouveaux territoires locaux ? » et mis à jour de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010, de réforme des collectivités territoriales, Université d'Orléans.

8)- *Le droit à la participation dans les lois des 2 janvier et 4 mars 2002*, **RD sanit. et soc. 2012 p. 453 à 465**. Article tiré de la communication effectuée le 29 mars 2012 au colloque organisé par le Professeur Michel Borgetto sur « Les lois des 2 janvier et du 4 mars 2002, 10 ans après », Université Panthéon-Assas.

### c. Autres

9)- *Service public et hôpital, quarante ans après la loi Boulin*, in La loi HPST, regards sur la réforme du système de santé (dir. E. Couty, A. Laude, C. Kouchner et D. Tabuteau), **presses de l'EHESP (Coll. Droit et santé), 2010, p. 73 à 84**.

### B. Dans des revues à comité de lecture :

- 10)- *Le service public hospitalier français*, **Revue du Droit public, 1997, n°3, p. 801 à 839**.
- 11)- *Le nouveau régime de la maîtrise des dépenses pharmaceutiques*, **Droit social, mai 2000, p. 533 à 546**.
- 12)- *L'obligation d'information dans les établissements publics de santé*, **Bulletin juridique de la santé publique, n°31, juillet 2000, p. 11 à 13**.
- 13)- *Filières et réseaux de soins*, **Bulletin juridique de la santé publique, n°35, décembre 2000, p. 10 à 12**.
- 14)- *Les évolutions récentes de la responsabilité médicale et hospitalière*, **Bulletin trimestriel de l'Ordre des pharmaciens, octobre 2001, n°372, p. 443-454**.
- 15)- *La responsabilité des autorités nationale et communautaire relative au contrôle de la mise sur le marché des médicaments*, **RD sanit. soc. 2004, p. 132 à 147**.
- 16)- *La révision de la loi « Huriet » par la loi du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique*, **RD sanit. soc. 2004, p.885 à 904**.
- 17)- *A qui profite la simplification du régime des autorisations sanitaires ?*, **RD sanit. soc. 2005, p. 779 à 792**.
- 18)- *Le régime des recherches biomédicales à l'aune du décret du 26 avril 2006*, **RD sanit. soc. 2006, p. 672 à 685**.
- 19)- *Nouveaux éclairages relatifs aux protections sociale et judiciaire de l'enfance en danger et de l'enfance délinquante*, **RD sanit. soc. 2008, p. 926 à 939**.
- 20)- *Prévention et santé publique dans la loi HPST*, **RD sanit. soc. 2009, p. 832 à 844**.
- 21)- *Les transformations passées, en cours et à venir dans les services de l'Etat*, in La décentralisation du « social » : bilan et perspectives, **Informations sociales, n° 162, nov. –déc. 2010, p. 52 à 62**.
- 22)- *La réorganisation des services de l'Etat en matière sociale*, **RD sanit. soc. 2011, p. 27 à 40**.

### III. Chapitres de Traités et Jurisclassieurs

---

23)- *Etablissements et services du secteur social et médico-social*, **Jurisclasseur administratif, fasc. 228, janvier 2007, actualisé en 2013.**

24)- *Responsabilité en matière de services sociaux*, **Jurisclasseur administratif, fasc. 876, 2007, actualisé en 2014.**

25)- *Aide sociale : organisation administrative, financière et contentieuse*, **Jurisclasseur Collectivités territoriales, fasc. 665, 2013.**

26)- *Aide sociale : prestations légales*, **Jurisclasseur Collectivités territoriales, fasc. 666, 2013.**

27)- *Administrations nationales de santé publique : organismes centraux*, **Lamy Droit de la santé** (dir. A. Laude), **Etude 142.**

28)- *Institutions nationales déconcentrées*, **Lamy Droit de la santé** (dir. A. Laude), **Etude 148.**

#### IV. Notes

---

29)- *Allocation pour jeune enfant et reprise d'une activité professionnelle*, note sous Cass. Soc., 3 juin 1999, **Dalloz, mars 2000, Jurisprudence, p. 294 à 296.**

30)- *Le juge administratif et l'hospitalisation d'office des malades mentaux*, note sous CE, sect., 28 juillet 2000, *M. E.A.*, **Bulletin juridique de la santé publique, avril 2001, p. 11 à 13.**

31)- *Transfusion contre la volonté du patient : un conflit de valeurs toujours d'actualité*, note sous CE, ord. 16 août 2002, *Feuillatay* et du TA Lille du 25 août 2002, *Jérôme G. et Carole G.*, **Bulletin juridique de la santé publique, novembre 2002, p. 13 et 14.**

32)- *Référé-suspension/modification d'une autorisation de mise sur le marché d'un médicament à prescription restreinte*, note sous CE, section, 12 octobre 2001, *Société produits Roche*, **JCP éd. G, 2002, n°10020.**

33)- *Médicaments/substitution par des médicaments génériques des médicaments nécessitant une surveillance particulière pendant le traitement*, note sous CE, 11 janvier 2002, *Société Produits Roche*, **JCP éd. G, 2002, n°10077.**

34)- *Médicaments/motivation des décisions fixant le prix des médicaments remboursables*, note sous CE, 11 janvier 2002, *SA Laboratoires Besins International*, **JCP éd. G, 2002, n°10156.**

35)- *La garde d'autrui, un fondement inédit au cœur d'un nouveau régime de responsabilité administrative sans faute*, note sous CE, section, 11 février 2005, *GIE Axa courtage*, **RD sanit. soc. 2005, p. 466 à 476.**

36)- *Le possible contrôle, par le juge administratif, des recommandations de bonne pratique*, note sous CE, 26 septembre 2005, *Conseil national de l'ordre des médecins*, **RD sanit. soc. 2006 p. 53 à 67.**

37)- *Un nouveau cas de responsabilité pour garde devant le juge administratif*, note sous Conseil d'État, section, 1<sup>er</sup> février 2006, *Garde des Sceaux, Ministre de la justice c/ MAIF*, n° 268147, **RD sanit. soc. 2006 p. 316 à 321.**

38)- *Infections nosocomiales : entre responsabilité hospitalière et solidarité nationale*, note sous CE 13 juillet 2007, *ONIAM*, **RD sanit. soc. 2007**, p. 847 à 852.

39)- *Activité libérale des praticiens hospitaliers statutaires et redevances*, note sous CE, Ass., 16 juillet 2007, *Syndicat national de défense de l'exercice libéral de la médecine à l'hôpital, Syndicat national de chirurgie plastique reconstructrice et esthétique*, **RD sanit. soc. 2007**, p. 1050 à 1059.

40)- *La nature juridique des déclarations d'incompétence des CRCI*, note sous CE, Avis contentieux du 10 octobre 2007, *M. Sachot*, **RD sanit. soc. 2008**, p 85 à 96.

41)- *Ancrage et extension de la responsabilité de l'Etat du fait des mineurs délinquants*, note sous CE, 26 juillet 2007, *Garde des Sceaux, Ministre de la justice c/ M. et Mme Jaffuer*, **RD sanit. soc. 2008**, p. 360 à 367.

42)- *Dernières avancées dans la réparation des dommages liés à des maladies évolutives insusceptibles de consolidation*, note sous CE, 5 déc. 2008, *Caisse de mutualité sociale agricole de l'Aisne*, numéro spécial Droit de la santé de la **Gazette du Palais, 2009/1**, p. 36-37.

43)- *Le référé provision et le contentieux lié à la vaccination obligatoire contre le virus de l'hépatite B*, note sous CE, 18 févr. 2009, *Mme Véronique A.*, numéro spécial Droit de la santé de la **Gazette du palais, 2009/ 2**, p. 29 à 31.

44)- *L'impossible assimilation de la faute médicale à d'autres fautes*, note sous Conseil d'Etat, 21 octobre 2009, *Mme Altet-Caubissens*, n° 314759, **Gaz. Pal. n° spécial droit de la santé 15 et 16 janv. 2010**, p. 33 à 34.

45)- *L'Etat responsable sans faute vis-à-vis de l'utilisateur d'un établissement social*, note sous CE, 13 novembre 2009, *Garde des Sceaux, Ministre de la justice c/ Association tutélaire des inadaptés*, n° 306517, **RD sanit. soc. 2010** p. 141 à 148.

46)- *L'application dans le temps du dispositif « anti-Perruche : suite et fin du débat ?*, note sous CE, 13 mai 2011, *Delannoy, Verzele*, **RD sanit. soc. 2011**, p. 749 à 756.

47)- *L'application dans le temps du dispositif « anti-Perruche » : les monologues du Conseil d'Etat et de la Cour de cassation*, note sous Civ. 1<sup>re</sup>, 15 déc. 2011, pourvoi n° 10-27.473, **RD sanit. soc. 2012**, p. 366 à 372.

48)- *Défaut d'information dans les établissements publics de santé : une nouvelle pierre à l'édifice jurisprudentiel*, note sous CE, 10 oct. 2012, *M. B. et Mme L.*, **RD sanit. soc. 2013**, p. 92 à 100.

49)- *Diagnostic prénatal : la Cour de cassation lève le voile sur la faute caractérisée*, note sous Civ. 1<sup>re</sup>, 16 janv. 2013, pourvoi n° 12-14020, **RD sanit. soc. 2013**, p. 325 à 332.

50)- *Dernier état des débats sur la temporalité et les règles de fond du dispositif « anti-Perruche »*, note sous CE, 31 mars 2014, req. n° 345812, **RD sanit. soc. 2014**, p. 542 à 552.

## V. Actualités jurisprudentielles

---

51)- *La réparation des dommages personnels subis par un individu en état végétatif*, observations sous CE, 24 novembre 2004, X., req. n° 247080, **RD sanit. soc. 2005**, p.155 à 157.

52)- *Responsabilité de l'hôpital du fait de l'absence d'un médecin lors d'un accouchement dystocique*, observations sous CE, 27 juin 2005, *M. et Mme Boubeker X.*, **RD sanit. soc. 2005**, p. 863 à 865.

53)- *La stérilisation anticonceptionnelle des handicapés mentaux en question*, observations sous CE, 26 septembre 2005, *Association Collectif contre l'handiphobie*, **RD sanit. soc. 2005** p. 1060 à 1063.

54)- *Responsabilité du fait d'un mineur handicapé confié à une association, observations sous Civ. 2<sup>e</sup>, 24 mai 2006, n° 04-17.495, **RD sanit. soc. 2006, p. 760 à 763.***

55)- *Problèmes de responsabilité liés à la participation des médecins d'exercice libéral au dispositif d'aide médicale urgente, observations sous CE, 20 déc. 2006, Association de médecine d'urgence de l'estuaire de la Loire, **RD sanit. soc. 2007, p. 155 à 159.***

56)- *Responsabilité du fait d'une vaccination obligatoire contre l'hépatite B, observations sous CE, 9 mars 2007, Mme A. n° 267635 (1<sup>re</sup> esp.) et Mme A. n° 278665 (2<sup>e</sup> esp.), **RD sanit. soc. 2007, p. 544 à 547.***

57)- *Contentieux relatif à la contamination par le virus de l'hépatite C à l'issue d'une transfusion sanguine réalisée avant l'entrée en vigueur de la loi du 4 mars 2002, observations sous Civ. 1<sup>ère</sup>, 12 juillet 2007, Mme X. c/ Etablissement français du sang Aquitaine-Limousin, **RD sanit. soc. 2007, p. 1105 à 1108.***

58)- *Compétence de la juridiction administrative en cas de transmission d'informations médicales erronées au procureur de la république, observations sous Trib. Confl., 23 avr. 2007, Mme Bitirim c/ CHU de Dijon, **RD sanit. soc. 2007, p. 900 à 902.***

59)- *Requalification du contrat de travail dans un établissement privé à but non lucratif participant au service public hospitalier, observations sous Soc. 12 mars 2008, **RD sanit. soc. 2008, p. 370 à 373.***

60)- *Revirement en matière de réparation de la perte de chance dans le contentieux de la responsabilité hospitalière, observations sous CE section 21 décembre 2007, Centre hospitalier de Vienne c/ M. Joncart, **RD sanit. soc. 2008 p. 567 à 572.***

61)- *Problèmes nés de la coopération entre un établissement public de santé et des médecins libéraux, observations sous CE, 14 mai 2008, M. Ch. B. et M. Ch. A., **RD sanit. soc. 2008, p. 777 à 781.***

62)- *Légalité du décret relatif aux contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens, observations sous CE, section, 18 juillet 2008, Fédération de l'hospitalisation privée, **RD sanit. soc. 2008, p. 966 à 970.***

63)- *Frontière entre la maladresse fautive et l'aléa thérapeutique, observations sous Civ. 1<sup>ère</sup> 18 sept. 2008, **RD sanit. soc. 2008, p. 1154 à 1156.***

64)- *Réparation des infections nosocomiales, responsabilité civile ou solidarité nationale, observations sous Civ. 1<sup>ère</sup>, 16 oct. 2008, **RD sanit. soc. 2008, p. 1156 à 1158.***

65)- *Condition d'application de l'obligation de sécurité de résultat à la suite d'une transfusion, observations sous Civ. 1<sup>ère</sup>, 30 oct. 2008, **RD sanit. soc. 2008, p. 1159 à 1161.***

66)- *Mention des titres et spécialités pouvant figurer sur les plaques et imprimés professionnels, observations sous CE, 16 avril 2008, Association française d'implantologie, **RD sanit. soc. 2008, p. 770 à 774.***

67)- *Responsabilité civile d'un service éducatif et accueil du mineur dans sa famille, observations sous Crim. 8 janvier 2008, Association Foyer Beyris, **RD sanit. soc. 2008, p. 376 à 380.***

68)- *Inopposabilité à la victime du taux de perte de chance en cas de recours subrogatoire d'un tiers payeur, observations sous CE, 24 oct. 2008, CHR d'Orléans, **RD sanit. soc. 2009, p. 190 à 192.***

69)- *Externalisation d'activité et transfert des salariés dans un établissement de santé, observations sous Soc. 27 mai 2009, n° 08-40.393, **RD sanit. soc. 2009, p. 754 à 756.***

70)- *Activité libérale des praticiens hospitaliers à temps plein et redevance, observations sous CE, 29 mai 2009, Syndicat national de chirurgie plastique, reconstructrice et esthétique et autres, n° 318071, et Syndicat*

*national de défense de l'exercice libéral de la médecine à l'hôpital*, n° 322288, **RD sanit. soc. 2009**, p. 756 à 759.

71)- *Respect des règles de concurrence dans la délivrance d'une autorisation sanitaire*, observations sous CE, 24 juillet 2009, *SA Clinique Durieux, ARH Réunion-Mayotte*, **R. D. sanit. soc. 2009**, p. 1158 à 1161.

72)- *Réparation des préjudices liés à une maladie évolutive*, observations sous CE, 10 avr. 2009, *Mme Christiane A*, **RD sanit. soc. 2009**, p. 565 à 568.

73)- *Vaccination obligatoire et preuve de l'administration du vaccin*, observations sous CE, 24 juill. 2009, *M. Michel A.*, **RD sanit. soc. 2009**, p. 959 à 962.

74)- *Prédisposition génétique et causalité entre vaccination et développement d'une SEP*, observations sous CE, 24 juill. 2009, *Hospices civils de Lyon*, **RD sanit. soc. 2009**, p. 962 à 965.

75)- *Expérimentation sur une personne humaine sans son consentement*, observations sous Crim. 24 févr. 2009, n° 08-84436, **RD sanit. soc. 2009**, p. 561 à 565.

76)- *Responsabilité pour garde et absence de surveillance effective du mineur*, observations sous CE, 17 déc. 2008, *Garde des Sceaux c/ M. L.*, **RD sanit. soc. 2009**, p. 374 à 377.

77)- *Responsabilité pour garde et prise en charge matérielle du mineur par un tiers*, observations, sous CE, 13 févr. 2009, *Dépt de Meurthe-et-Moselle*, **RD sanit. et soc. 2009**, p. 377 à 379.

78)- *Responsabilité pour garde de l'Etat et hébergement du mineur chez ses parents*, observations sous CE, 3 juin 2009, *Garde des Sceaux, Ministre de la justice c/ Sté Gan assurances*, **RD sanit. soc. 2009**, p. 768 à 770.

79)- *Responsabilité conjointe ou solidaire des services impliqués dans la prise en charge d'un patient*, observations sous CE, 18 févr. 2010, *Cts A.*, n° 318891, **RD sanit. soc. 2010**, p. 370 à 372.

80)- *Le doute sur le lien causal suppléé par la perte de chance*, observations sous CE, 26 mai 2010, *M. et Mme A.*, n° 306354, **RD sanit. soc. 2010**, p. 762 à 765.

81)- *Postes et préjudice et causalité dans le contentieux transfusionnel*, observations sous Civ. 2°, 19 nov. 2009, 3 espèces, n° 08-15.853, n° 08-16.172 et n° 08-11.622, **RD sanit. soc. 2010**, p. 156 à 159.

82)- *Indemnités de déplacement des médecins libéraux participant à la permanence des soins*, observations sous Civ. 2°, 14 janv. 2010, **RD sanit. soc. 2010**, p. 566 à 568.

83)- *L'impossibilité pour le tiers payeur d'exercer un recours subrogatoire contre l'ONIAM*, observations sous CE, avis., 22 janv. 2010, *Coppola*, **RD sanit. soc. 2010**, p. 576 à 578.

84)- *Nouvelle illustration du contentieux lié au remboursement des frais de transport aux assurés sociaux*, observations sous Civ. 2°, 23 sept. 2010, n° 09-679.60, **RD sanit. soc. 2010**, p. 1166 à 1169.

85)- *Les limites de l'action subrogatoire diligentée par l'assureur d'un établissement social*, observations sous CE, 17 mars 2010, *Garde des Sceaux, Min. de la Justice*, **RD sanit. soc. 2010**, p. 569 à 571.

86)- *L'allocation d'aide au retour à l'emploi déduite de l'offre d'indemnisation faite par l'ONIAM*, observations sous Civ. 2°, 3 juin 2010, n° 09-67.357, **RD sanit. soc. 2010**, p. 967 à 969.

87)- *Présomption du caractère endogène d'une infection contractée par le patient, enjeux et perspectives*, observations sous CE, 2 févr. 2011, *Arnaud A.*, **RD sanit. soc. 2011**, p. 553 à 557.

88)- *Le refus d'étendre la responsabilité sans faute, fondée sur le risque, au cas d'un dommage causé à un usager relevant de l'ordonnance de 1945*, observations sous CE, 17 déc. 2010, *Garde des Sceaux, Min. Justice c./ FGVTL*, **RD sanit. soc. 2011, p. 172 à 176.**

89)- *Responsabilité de l'employeur en cas de dommage causé à un agent contractuel de droit public*, observations sous CE, 22 juin 2011, *Mme A.*, **RD sanit. soc. 2011, p. 970 à 973.**

90)- *Non-conformité partielle à la Constitution de l'article L. 134-6, relatif à la composition des juridictions de l'aide sociale*, observations sous Cons. Const., 25 mars 2011, décision n° 2010-110 QPC, **RD sanit. soc. 2011, p. 770 à 773.**

91)- *Application de la jurisprudence Thouzellier aux victimes appartenant à la même fratrie que l'auteur des faits litigieux*, observations sous CE, 6 déc. 2012, *Garde des Sceaux, Ministre de la justice*, **RD sanit. soc. 2013, p. 350 à 353.**

92)- *Répartition de la dette en réparation entre une clinique et un chirurgien condamnés in solidum*, observations sous Civ. 1<sup>re</sup>, 10 avr. 2013, pourvoi n° 12-14.219, **RD sanit. soc. 2013, p. 551 à 554.**

93)- *Réparation des infections nosocomiales contractées avant l'entrée en vigueur de la loi du 4 mars 2002*, observations sous CE, 12 mars 2014, *M. et Mme A.*, req. n° 358111, **RD sanit. soc. 2014, p. 383 à 387.**

94)- *Répartition des compétences dans le contentieux lié au recouvrement des frais d'hospitalisation par les hôpitaux*, observations sous Com., 11 mars 2014, pourvoi n° 13-12.153, **RD sanit. soc. 2014, p. 577 à 580.**

95)- *Nouvelle limite au principe de l'application d'une règle jurisprudentielle nouvelle à l'ensemble des litiges : le droit au respect des biens*, observations sous CE, 22 oct. 2014, *CH de Dinan c/ Cts E.*, req. n° 368904, **RD sanit. soc. 2014, p. 1159 à 1161.**

96)- *Précisions sur ce qu'il faut entendre par « conséquences anormales » au regard de l'état de santé d'un patient et de son évolution prévisible*, observations sous CE, 12 déc. 2014, *ONIAM c/ Bondini*, req. n° 355052, **RD sanit. soc. 2015, p. 179 à 182.**

97)- *Constitutionnalité de l'obligation vaccinale au regard du droit à la protection de la santé*, observations sous Cons. Const., 20 mars 2015, décision n° 2015-458 QPC, **RD sanit. soc. 2015, p. 364 à 368.**

98)- *Nouvelles précisions sur ce qu'il faut entendre par « conséquences anormales » au regard de l'état de santé d'un patient et de son évolution prévisible : globalité de l'appréciation du faible degré de probabilité de réalisation du dommage en cas de pluralité de facteurs ayant concouru au dommage*, observations sous CE, 29 avril 2015, *M. F. et al.*, req. n° 369473, à paraître au n° 3 de la **RD sanit. soc. 2015.**